

## Communiqué de presse

▲ Référence : 2020-02

▲ Date : 10 mars 2020

▲ Cote : 1070-02

▲ Pour diffusion immédiate

### **Budget provincial 2020 : Un portrait en demi-teinte pour le financement de l'éducation**

(Service des communications de l'AEFNB – Fredericton) – Le budget provincial présenté aujourd'hui, bien que pauvre en détails, nous donne une idée assez concrète de la manière dont le gouvernement conservateur compte consentir des investissements dans le secteur de l'éducation publique. Toutes proportions gardées, il semblerait que le financement de nouvelles initiatives occupe relativement peu de place comparativement à l'injection de sommes dédiées aux dépenses courantes.

En réponse à l'augmentation des effectifs scolaires générée par l'inscription croissante d'élèves nouvellement arrivés au Nouveau-Brunswick, le gouvernement Higgs a fait l'annonce d'un investissement de 7,1 millions de dollars dans le but de recruter du personnel enseignant. De plus, à la lumière des défis relatifs à la composition de la salle de classe et à l'inclusion scolaire, un maigre 3 millions de dollars sera accordé aux écoles et à leur personnel. 1,3 million de dollars seront consacrés à la création de nouvelles possibilités d'apprentissage du français langue seconde et 1,1 million de dollars seront injectés dans le secteur francophone afin de soutenir les directions d'école dans la gestion de l'objectif 1 du Plan d'éducation de dix ans, le *projet de vie et de carrière*.

« C'est un bilan mi-figue mi-raisin que l'Association des enseignantes et des enseignants francophones du Nouveau-Brunswick (AEFNB) dresse aujourd'hui », déclare le président de l'AEFNB, Gérald Arseneault. « Certes, on se réjouit des investissements prévus en éducation, mais il est encore trop tôt pour déterminer s'il s'agit d'un gain ou simplement de sommes permettant de répondre – du moins en partie – à des besoins déjà criants et pour lesquels des ressources sont nécessaires depuis plusieurs années. La réalité de la salle de classe se complexifie continuellement et les nombreux changements imposés au personnel enseignant appellent des mesures beaucoup plus importantes », ajoute M. Arseneault.

Vu la diversité croissante de la population scolaire, les besoins importants des élèves et les exigences accrues relatives à l'exercice de la profession enseignante, il serait justifié de consentir de plus grandes sommes à l'un des domaines les plus importants de la société. Or, à la lecture de

ce budget, on peut se demander si le gouvernement a réellement écouté le personnel enseignant, les parents et les élèves lors des consultations du mois dernier.

« Rappelons-nous aussi que le manque de professionnelles et de professionnels en éducation et en santé dans nos écoles a un impact direct sur l'apprentissage des élèves. Nous constatons que nos membres sont de plus en plus à bout de souffle. On ne peut plus attendre, il faut des actions maintenant afin d'assurer à tous nos enfants une réelle éducation "de première classe" à laquelle ils ont droit », conclut M. Arseneault.

*L'AEFNB a pour mission de favoriser l'avancement de l'éducation en français, de représenter les intérêts de la profession enseignante et de valoriser la langue et la culture françaises. Elle représente quelque 3 000 enseignantes et enseignants œuvrant dans les écoles publiques de la maternelle à la douzième année ainsi que les enseignantes et enseignants suppléants.*

– 30 –

#### **Relations avec les médias**

Sylvain Lavoie, directeur des communications stratégiques et des affaires publiques  
[sylvain.lavoie@aefnb.ca](mailto:sylvain.lavoie@aefnb.ca), 506 452-1743, cell. 506 478-8891